

Vieillesse, invalidité, décès

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1960.

Loi en vigueur: 1972.

Régime d'assurance sociale

(1 dollar des E.-U. = 516 francs)

Champ d'application

Travailleurs salariés, étudiants des branches techniques et apprentis.

Exclus: Travailleurs temporaires et étrangers employés temporairement assurés ailleurs.

Régime spécial pour les fonctionnaires.

Assurance volontaire pour les travailleurs indépendants précédemment assurés à titre de travailleurs salariés.

Sources de financement

Assuré: 4,5% du salaire.

Employeur: 4,5% des salaires.

Gouvernement: Néant.

Plafond des salaires pour le calcul des cotisations et des prestations: 200 000 francs par mois.

Conditions d'attribution

Pension de vieillesse: 55 ans (ou 50 ans si vieillissement prématuré; 53 ans pour les fonctionnaires). 180 mois d'assurance. Cessation de toute activité rémunérée. Payable à l'étranger.

Pension d'invalidité: Perte permanente des 2/3 de la capacité de gain dans une activité quelconque. 5 ans d'assurance, dont 6 mois au cours de l'année précédente. Pas de stage si accident non professionnel.

Pensions de survivants: Le défunt était pensionné ou remplissait les conditions d'ouverture du droit à pension.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Pension de vieillesse: 20% du salaire moyen mensuel au cours des 3 ou 5 dernières années (période la plus favorable), plus 1,33% pour chaque tranche de 12 mois d'assurance au-delà de 180 mois.

Pension minimum: 60% du salaire minimum national; maximum: 80% du salaire moyen mensuel de l'assuré.

Indemnité de vieillesse: Somme forfaitaire égale à 1 mois de pension normale pour chaque tranche de 6 mois d'assurance, payable aux travailleurs retirés à l'âge de 55 ans si n'ayant pas droit à pension.

Pensions ajustées selon les variations du coût de la vie.

Prestations d'incapacité permanente pour les travailleurs assurés

Pension d'invalidité: 20% du salaire moyen mensuel au cours des 3 ou 5 dernières années (période la plus favorable), plus 1,33% pour chaque tranche de 12 mois d'assurance au-delà de 180 mois (années en dessous de 55 ans à la date de la demande comptées comme périodes de 6 mois).

Pension minimum: 60% du salaire minimum national; maximum: 80% du salaire moyen mensuel de l'assuré.

Supplément pour assistance constante: 50% de la pension.

Pensions ajustées selon les variations du coût de la vie.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de veuve: 50% de la pension de l'assuré. Payable à la veuve mariée à l'assuré depuis au moins 1 an ou élevant un enfant ou étant enceinte. Egalement payée au veuf invalide à charge.

Pensions d'orphelins: 25% de la pension de l'assuré pour chaque orphelin de moins de 14 ans (18 ans si apprenti, 21 ans si étudiant ou invalide); 40% pour chaque orphelin de père et de mère.

Maximum des pensions de survivants: 100% de la pension de l'assuré.

Indemnité de survivants: Somme forfaitaire égale à 1 mois de pension de vieillesse pour chaque tranche de 6 mois d'assurance payable aux survivants si l'assuré n'avait pas droit à pension.

Pensions ajustées selon les variations du coût de la vie.

Organisation administrative

Ministère du Travail: Surveillance technique.

Ministère des Finances: Surveillance financière.

Ministère de la Promotion économique: Surveillance de gestion.

Caisse nationale de sécurité sociale: Gestion du régime; administrée par un conseil quadripartite et un directeur général.

Maladie et maternité

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1952.

Loi en vigueur: 1972.

Régime d'assurance sociale (prestations de maternité seulement)

Champ d'application

Femmes salariées.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: Voir cotisations d'allocations familiales ci-dessous.

Gouvernement: Néant.

Conditions d'attribution

Prestations de maternité: 3 mois d'emploi soumis à l'assurance.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Prestations de maternité: 100% du salaire (part du salaire jusqu'au plafond payée par la Caisse de sécurité sociale, part du salaire dépassant le plafond payée par l'employeur).

Dues pour 14 semaines, dont 2 au moins avant l'accouchement (éventuellement jusqu'à 3 semaines supplémentaires si complications).

Prestations médicales pour les travailleurs assurés

Prestations médicales: Les femmes salariées reçoivent des soins médicaux gratuits pendant la grossesse et l'accouchement.

(Le Code du travail impose aux employeurs l'octroi de certains services médicaux.)

Prestations médicales pour les personnes à charge

Prestations médicales pour les personnes à charge: Voir allocations familiales ci-dessous.

L'épouse d'un assuré reçoit les mêmes prestations médicales qu'une femme assurée.

Organisation administrative

Ministère du Travail: Surveillance technique.

Ministère des Finances: Surveillance financière.

Ministère de la Promotion économique: Surveillance de la gestion.

Caisse nationale de sécurité sociale: Gestion des cotisations et des prestations.

Accidents du travail et maladies professionnelles

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1932.

Loi en vigueur: 1972.

Régime d'assurance sociale

Champ d'application

Travailleurs salariés (y compris les travailleurs temporaires), membres de coopératives, étudiants des branches techniques, apprentis et travailleurs occasionnels.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: 2,5% du salaire.

Gouvernement: Néant.

Plafond des salaires pour le calcul des cotisations et des prestations: 200 000 francs par mois.

Conditions d'attribution

Prestations pour accidents du travail: Pas de période minimum de stage.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Prestations d'incapacité temporaire: 66 2/3% du salaire moyen journalier.

Payables dès le jour suivant l'accident jusqu'à guérison ou constatation de l'incapacité permanente.

Prestations d'incapacité permanente et prestations médicales pour les travailleurs assurés

Pension d'incapacité permanente: 85% du salaire moyen si incapacité totale. En cas d'incapacité partielle, pension proportionnelle au degré d'incapacité. Somme forfaitaire égale à 3 fois la pension annuelle, si incapacité de moins de 15%.

Supplément pour assistance constante: 50% de la pension.

Prestations médicales: Soins médicaux et chirurgicaux, soins dentaires, hospitalisation, médicaments, rayons X, analyses de laboratoire, réadaptation, rééducation, appareils de prothèse et transport.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de veuve: 30% du salaire de l'assuré. Également payée au veuf invalide à charge.

Pensions d'orphelins: 10% du salaire pour chaque orphelin âgé de moins de 14 ans (18 ans si apprenti, 21 ans si étudiant ou invalide); 30% pour chaque orphelin de père et de mère.

Parents et grands-parents à charge: 10% du salaire chacun.

Maximum des pensions de survivants: 85% du salaire.

Allocation funéraire: Montant égal à 15 jours du salaire assuré du défunt.

Organisation administrative

Ministère du Travail: Surveillance technique.

Ministère des Finances: Surveillance financière.

Ministère de la Promotion économique: Surveillance de la gestion.

Caisse nationale de sécurité sociale: Gestion des cotisations et des prestations.

Prestations familiales

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1955.

Loi en vigueur: 1972.

Régime lié à l'emploi

Champ d'application

Travailleurs salariés (y compris les travailleurs temporaires) et bénéficiaires de prestations d'assurance sociale ayant un enfant ou plus.

Régime spécial pour les fonctionnaires.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: 11,5% des salaires.

Gouvernement: Couverture de tout déficit.

Plafond des salaires pour le calcul des cotisations: 200 000 francs par mois.

La cotisation de l'employeur finance également les prestations de maternité.

Conditions d'attribution

Allocations familiales: Enfant âgé de moins de 14 ans (18 ans si apprenti, 21 ans si étudiant ou invalide).

Le père ou la mère doit avoir été employé(e) pendant 3 mois. Payable également au tuteur. Payable aux retraités.

Allocations familiales et prénatales: soins médicaux prescrits pour la mère et l'enfant.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Allocations familiales: 1 000 francs par mois pour chaque enfant jusqu'au 6e.

Allocation prénatale: 350 francs par mois pendant 9 mois (payée en 3 versements).

Quelques services sociaux et sanitaires sont également fournis aux mères et aux enfants.

Organisation administrative

Ministère du Travail: Surveillance technique.

Ministère des Finances: Surveillance financière.

Ministère de la Promotion économique: Surveillance de gestion.

Caisse nationale de sécurité sociale: Gestion du régime.